



Conseil économique et social

Distr. générale
12 janvier 2018
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité directeur des capacités
et des normes commerciales

**Groupe de travail des normes de qualité
des produits agricoles**

**Section spécialisée de la normalisation
des plants de pomme de terre**

Quarante-cinquième session

Genève, 19-21 mars 2018

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Norme pour les plants de pomme de terre

Définition révisée de l'expression « Autorité désignée »

On trouvera dans le présent document la définition révisée de l'expression « autorité désignée » établie par les Rapporteurs néo-zélandais et britannique, avec des apports de l'Australie et de la Finlande. La Section spécialisée est invitée à examiner cette proposition.

* Ce document a été soumis à la date indiquée en raison de la réception tardive des informations y relatives.



À sa quarante-quatrième session, la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre a décidé de revoir la définition de l'expression « autorité désignée » qui est utilisée dans la norme CEE-ONU S-1 concernant la commercialisation et le contrôle de la qualité commerciale des plants de pomme de terre (p. 7), et de proposer une nouvelle formule et de nouveaux éléments de terminologie à sa prochaine session, en 2018. Ces travaux seraient menés par le Président et les Vice-Présidents de la Section spécialisée, avec la collaboration de la Nouvelle-Zélande. Les libellés proposés ci-après ont été élaborés aux fins d'être recommandés pour examen à la quarante-cinquième session, prévue en mars 2018.

Dans la section IV de l'introduction à la norme, il est précisé que « les pays appliquant la présente norme doivent faire savoir au secrétariat de la CEE quelle est l'autorité désignée qui est chargée de sa mise en œuvre ». La norme définit l'expression « autorité désignée » comme suit : « organisme(s) ou service(s) désignés et habilités par la législation nationale à administrer la certification des plants de pomme de terre selon les prescriptions de la norme ». Or tous les organismes de certification des plants de pomme de terre ne sont pas habilités par une législation nationale.

La norme dispose également que « l'autorité désignée informe le secrétariat de la CEE de tous critères supplémentaires ou plus contraignants qui seraient appliqués dans le pays, ainsi que des raisons techniques ou scientifiques qui en justifient l'application ». Il semble toutefois que, dans la pratique, le secrétariat ne soit pas systématiquement informé de tels écarts, ni de l'identité des autorités désignées, et que par conséquent celui-ci ne détienne pas des informations complètes en la matière.

Il existe également des organismes de certification des plants de pomme de terre qui s'appuient sur la norme (et sur les guides y relatifs) pour concevoir leurs propres systèmes de certification, plutôt que d'appliquer directement la norme ou de délivrer des certificats de conformité à celle-ci. Tous ces organismes ont un intérêt à faire valoir concernant la norme et l'élaboration de guides pour sa mise en œuvre.

Il est donc proposé d'apporter les modifications énoncées ci-après en ce qui concerne l'expression « autorité désignée ».

Annexe VII :

« Autorité désignée chargée de la certification »

~~Organisme(s) ou service(s) désignés et habilités par la législation nationale à administrer qui administrent la certification des plants de pomme de terre selon les prescriptions de la norme.~~ »

Introduction, section IV :

~~« Les pays appliquant les autorités chargées de la certification qui appliquent la présente norme doivent faire savoir au secrétariat de la CEE quelle est l'autorité désignée qui est chargée de sa mise en œuvre. »~~

Une autre possibilité serait de supprimer cette phrase.

Annexe V :

« 3. L'autorité désignée chargée de la certification ou ses initiales agréées. »

Annexe X, section 2 :

« Lorsqu'une autorité désignée chargée de la certification du pays importateur constate une inexécution, elle doit en informer l'autorité du pays exportateur, en précisant en quoi consiste l'inexécution. »

Pour toutes les autres occurrences, remplacer l'expression « autorité désignée » par « autorité chargée de la certification ».